



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
4 avril 2017  
Français  
Original : anglais

**Session annuelle de 2017**

30 mai-9 juin 2017, New York

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets**

## **Rapport annuel de la Directrice exécutive**

### **Résumé**

Je suis fière de présenter le premier rapport annuel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) conforme à l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, l'organisation chargée de l'établissement de rapports sur la durabilité créée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Pacte mondial des Nations Unies. Cette étape montre notre volonté d'adopter des normes avancées dans la façon dont nous rendons compte du travail que nous réalisons dans plus de 80 pays, partout dans le monde.

En 2016, l'UNOPS a aidé l'Organisation des Nations Unies à traiter les questions prioritaires que sont la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et le développement dans des pays comme Haïti, le Myanmar, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen. Nous avons intensifié le soutien que nous offrons directement aux gouvernements et, avec près de 11 000 personnes sous contrat avec l'UNOPS, fait bénéficier de notre expertise technique et de notre efficacité les partenaires des Nations Unies, et plus généralement le système de développement mondial.

Les projets appuyés par l'UNOPS ont créé plus de 3 millions de jours de travail rémunéré pour les populations locales. Nous avons participé à des travaux concernant plus de 3 000 kilomètres de routes, 50 écoles, 74 hôpitaux et 278 centres de santé. Plus de 47 millions de fournitures médicales ont été acheminées, dont la distribution de plus de 36 millions de moustiquaires. Plus de 100 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées.

Les projets exécutés par l'UNOPS en 2016 reflètent une demande constante et stable de ses divers partenaires. L'organisation a continué d'améliorer son mode de fonctionnement et maintenu sa viabilité financière, et compte intensifier ses travaux d'appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (19 juin 2017).



***Éléments de décision***

Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre note : a) de la contribution de l'UNOPS aux résultats opérationnels des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires en 2016, contribution qu'il a apportée au moyen de sa gestion et ses services d'appui rationnels et de son expertise technique efficace, en renforçant la capacité de réalisation du développement durable; b) des avancées enregistrées dans la promotion de partenariats pour des investissements d'incidence à caractère social dans les domaines relevant du mandat de l'UNOPS; c) des efforts déployés pour mieux rendre compte de la contribution de l'UNOPS aux résultats durables obtenus par les partenaires, notamment le respect des meilleures pratiques et des normes établies; d) des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan stratégique de l'UNOPS pour 2014-2017, mesurés dans le cadre de l'examen à mi-parcours, qui confirment à nouveau la viabilité de son modèle d'activité unique, axé sur la demande, et assoient les bases du soutien qu'il apporte aux États Membres dans l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le Conseil voudra peut-être également noter avec satisfaction le rapport annuel de l'UNOPS sur les recommandations du Corps commun d'inspection et les progrès considérables réalisés dans la suite donnée aux recommandations concernant l'UNOPS.

## Table des matières

| <i>Chapitre</i>                                         | <i>Page</i> |
|---------------------------------------------------------|-------------|
| I. Introduction .....                                   | 4           |
| II. Cadre de résultats .....                            | 4           |
| III. Aperçu des résultats.....                          | 4           |
| IV. Résultats opérationnels.....                        | 5           |
| A. Expertise technique efficace.....                    | 5           |
| B. Services de l'appui à la gestion rationnels .....    | 10          |
| C. Mobilisation d'un large éventail de ressources ..... | 13          |
| V. Résultats de gestion.....                            | 14          |
| A. Projets exécutés et partenariats.....                | 14          |
| B. Excellence des processus .....                       | 15          |
| C. Excellence des ressources humaines .....             | 16          |
| D. Gestion financière .....                             | 18          |

Annexes (disponible sur la page Web du Conseil d'administration)



Le rapport est établi à partir de données entièrement conformes à l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, comme indiqué à l'annexe I.

## I. Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès accomplis en 2016 dans la mise en œuvre du plan stratégique de l'UNOPS 2014-2017. Ce faisant, l'UNOPS a aidé des populations à se bâtir une vie meilleure et des pays à réaliser le développement durable.

## II. Cadre de résultats

2. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/176, et son plan stratégique 2014-2017 a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2013/23. Le Conseil s'est félicité de ce que les services de l'UNOPS accordent une importance accrue aux partenaires et que l'accent soit mis sur la viabilité, l'appropriation par les pays et le renforcement des capacités.

3. En 2016, un examen à mi-parcours du plan stratégique de l'UNOPS a été mené pour faire un état de la situation de l'organisation avant l'élaboration de son plan stratégique 2018-2021, et établir les priorités pour la conclusion du plan stratégique 2014-2017.

4. Comme suite à l'examen à mi-parcours, l'UNOPS organise ses activités en fonction de ses « compétences de base », établies dans son mandat, ou de ses domaines d'intervention : expertise technique efficace en matière d'infrastructure, gestion des achats et des projets, et services de l'appui à la gestion rationnels.

5. Outre les activités menées dans ses domaines d'intervention, l'UNOPS effectue, à la demande du Conseil d'administration, des travaux préparatoires à l'étude d'un autre domaine, à savoir l'élargissement du vivier de ressources pour le Programme 2030, notamment le secteur privé.

6. Sur les quelque 900 projets relevant des domaines d'intervention de l'UNOPS qui ont été évalués en 2016, 578 ont contribué à la viabilité de toute une série d'éléments économiques, environnementaux et sociaux. Les pourcentages reflétant les résultats obtenus sur le plan de la viabilité présentés dans le présent rapport sont pondérés en fonction de la valeur des projets exécutés. Le cadre de résultats et la méthode d'établissement du rapport sont décrits à l'annexe II.

7. Les informations figurant dans le présent rapport correspondent aux critères de viabilité de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. On trouvera des précisions sur les résultats obtenus par l'UNOPS mesurés par les indicateurs connexes de l'Initiative à l'annexe I.

## III. Aperçu des résultats

8. Pendant l'exécution des projets, plus de 3 millions de jours de travail rémunéré ont été créés en 2016 pour les populations locales, la plupart dans le cadre de projets d'infrastructure. En 2015, 2,2 millions de jours de travail rémunéré avaient été créés.

9. L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. En 2016, ses opérations ont émis 14 892 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, unité communément utilisée pour décrire les émissions de gaz à effet de serre. En comparaison, 16 753 tonnes avaient été émises l'année précédente. Toutes les émissions de l'UNOPS sont compensées par des réductions d'émissions certifiées, selon une certification étalon-or établie dans le cadre du mécanisme pour un développement propre de l'ONU.

10. L'UNOPS a fourni plus de 50 000 jours d'assistance technique à ses partenaires, contre 44 000 en 2015. De plus, il a contribué au renforcement des capacités locales en finançant plus de 10 000 jours de formation. Dans environ 55 % des projets qu'il soutient, une ou plusieurs activités ayant contribué au renforcement des capacités nationales ont été signalées.

11. L'UNOPS a construit, conçu ou remis en état 90 ponts, 3 025 kilomètres de route et 2 ports, contre 38 ponts, 2 572 kilomètres de route et 1 port en 2015. Il a géré la construction, la conception ou la remise en état de 50 écoles, 74 hôpitaux et 278 dispensaires, contre 46 écoles, 2 universités, 25 hôpitaux et 105 dispensaires en 2015.

12. En 2016, 41 postes de police, 8 établissements pénitentiaires, 3 palais de justice et 2 postes douaniers et frontaliers ont été construits, conçus ou rénovés, contre 3 établissements pénitentiaires, 6 palais de justice et 2 postes douaniers et frontaliers en 2015.

13. L'UNOPS a acquis pour ses partenaires pour plus de 900 millions de dollars de biens et services, auprès de plus de 5 000 vendeurs, soit une augmentation de 26 % par rapport aux 717 millions indiqués en 2015. Il a également fourni des services d'achats groupés dans l'ensemble du système des Nations Unies, notamment en achetant pour plus de 80 millions de dollars de biens sur « UN Web Buy », contre près de 60 millions de dollars en 2015.

14. L'UNOPS est déterminé à renforcer les économies nationales et locales en apportant son appui aux fournisseurs locaux. Dans les zones d'intervention où il maintient une présence physique, 47 % des budgets d'achat ont été attribués à des fournisseurs locaux, soit plus de 400 millions de dollars.

15. En 2016, l'UNOPS a appuyé les activités de déminage du Service de la lutte antimines de l'ONU et de ses partenaires dans 18 pays et territoires.

16. En 2016, plus de 24 000 machines et pièces d'équipement ont été achetées par l'UNOPS pour ses partenaires, contre 39 000 l'année précédente. Plus de 47 millions d'articles médicaux ont été acheminés, notamment 36 millions de moustiquaires. Plus de 101 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées, contre 114 millions en 2015.

17. En 2016, les prestations de l'UNOPS étaient associées aux services de base répertoriés dans le tableau 1 ci-après.

**Tableau 1. Pourcentage des prestations associées aux services respectifs fournis par l'UNOPS**

| Services            | Pourcentage des prestations |
|---------------------|-----------------------------|
| Achats              | 36                          |
| Gestion financière  | 22                          |
| Infrastructure      | 18                          |
| Ressources humaines | 16                          |
| Gestion de projets  | 6                           |
| Services partagés   | 1                           |

## IV. Résultats opérationnels

### A. Expertise technique efficace

18. L'ambition de l'UNOPS est d'aider les populations à atteindre des objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à une expertise technique efficace s'appuyant sur les normes et règles internationales. L'UNOPS fournit toute une gamme d'expertises techniques en matière d'infrastructure et de gestion d'achats et de projets.

19. L'UNOPS contribue à la viabilité sociale notamment : en respectant les principes internationaux des droits de l'homme et en faisant preuve de diligence raisonnable en la matière; en faisant participer les populations locales, un accent particulier étant mis sur la protection des plus vulnérables; en facilitant l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services de sécurité; et en tenant compte de l'égalité des sexes dans ses activités. Il fournit également des conseils et un appui à la mise en œuvre dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, à des fins de résilience.

20. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour améliorer la sécurité et l'accès à la justice pour les personnes pauvres et marginalisées au Népal, l'UNOPS construit 20 unités résistantes aux secousses sismiques pour le compte du Ministère du développement international du Royaume-Uni. Chaque structure est conçue pour être durable, respectueuse de l'environnement et accessible à divers utilisateurs, en tenant compte de la problématique hommes-femmes et des besoins particuliers des enfants et des personnes ayant des capacités différentes. En 2016, 19 484 jours de travail ont été créés pour des travailleurs locaux dans le cadre d'activités liées à ce projet.

21. La moitié (50 %) des projets soutenus par l'UNOPS comprennent des mesures prises pour atténuer tout effet négatif sur l'environnement. À Sri Lanka, 400 000 personnes bénéficieront d'installations de gestion améliorée des déchets qui ont été mises au point pour que les déchets soient traités sans nuire à l'environnement ni aux populations. En 2016, 1 300 jours d'assistance technique ont été fournis au titre de ce projet, achevé dans le cadre de la contribution de l'Union européenne au développement de Sri Lanka. Au titre de ce même programme, l'UNOPS construit et remet en état des installations d'évacuation et de gestion des eaux usées et d'assainissement dans deux autres districts de Sri Lanka, renforçant ainsi la résilience des populations locales grâce à l'amélioration de l'infrastructure et de la formation en matière de protection contre les inondations.

#### **Encadré 1. Acheminement de fournitures de survie au Yémen**

La situation humanitaire continue de se détériorer au Yémen. Plus de 18 millions de Yéménites sont dans le besoin, dont 10,3 millions ont cruellement besoin d'aide et 14,1 millions sont victimes d'insécurité alimentaire. Si les acteurs humanitaires continuent de prêter assistance à ceux qui sont le plus durement touchés par la crise actuelle, la grande majorité des besoins des Yéménites sont satisfaits grâce aux livraisons commerciales effectuées dans le pays.

Afin de faciliter l'entrée de biens commerciaux, l'UNOPS a créé en décembre 2015 le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies pour le compte du Gouvernement yéménite, des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le mécanisme, dirigé par l'UNOPS depuis le 15 décembre 2015, facilite le commerce maritime dans les ports yéménites qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement et veille au respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Depuis le 5 mai 2016, le mécanisme a agréé plus de 370 navires commerciaux, déchargeant avec succès 6,6 millions de tonnes de denrées alimentaires, de carburant et de fournitures aux ports de Hodeidah, Ras Isa et Saleef. En octobre 2016, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a engagé les États Membres à continuer de soutenir le mécanisme. « Soutenons un mécanisme qui fonctionne », a-t-il dit.

22. L'UNOPS aide les gouvernements à promouvoir l'autonomisation économique et sociale. Il contribue à la viabilité économique en créant des possibilités d'emploi et de revenus au niveau local, et en améliore l'accès aux marchés en recourant à des fournisseurs locaux. Les contributions à l'autonomisation sociale incluent la participation de parties prenantes à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des projets.

23. Au Soudan du Sud, par exemple, l'UNOPS a construit en 2016 un port sur le Nil Blanc, grâce au concours financier du Gouvernement japonais. Le port permet d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire, la distribution de fournitures de survie à la population civile, et de faciliter le transport des personnes déplacées vers des refuges. Les discussions tenues avant le début des travaux avec les personnes déplacées et les populations locales ont été prises en compte pour choisir l'emplacement du système d'évacuation, vu son incidence sur le système d'assainissement des habitants des environs. Parmi ces personnes, 100 ont également été employées pendant la phase de construction.

24. Le renforcement des capacités nationales comprend la fourniture de conseils et la dispense de formations pour ce qui est d'appuyer la réalisation des objectifs de projets. La construction par l'UNOPS de deux nouvelles routes en Jamaïque pour le compte du Gouvernement mexicain est un bon exemple de coopération Sud-Sud. L'UNOPS était chargé de la mise en œuvre d'un projet relevant d'une approche axée sur le travail de la main-d'œuvre locale. Il a conçu et construit 1 650 mètres de route pour relier environ un million de personnes aux installations de gestion des déchets. Un programme officiel de formation et de certification a été mis en place pour les maçons et les charpentiers. L'équipe de l'UNOPS a collaboré aux responsables locaux pour fournir des emplois à près de 300 personnes vivant dans la région, créant ainsi 15 000 jours de travail rémunéré pour des travailleurs locaux, dont 35 % de femmes. En 2016, 27 % des projets bénéficiant du soutien de l'UNOPS comprenaient des éléments d'apprentissage en cours d'emploi pour les travailleurs locaux.

25. Dans la mesure du possible, l'UNOPS appuie les solutions novatrices et progressives. En Éthiopie, par exemple, de concert avec l'équipe de pays des Nations Unies et pour le compte du Ministère de la

santé, il a acheté et livré le premier laboratoire mobile de biosécurité de niveau 3 du pays, qui permettra de diagnostiquer les épidémies de maladies infectieuses graves ou potentiellement mortelles, comme l'Ebola. Le laboratoire a été conçu pour protéger le personnel, ainsi que l'environnement, des agents pathogènes hautement contagieux. L'UNOPS a facilité la formation des experts médicaux de l'Institut éthiopien de santé publique à l'utilisation du nouvel équipement.

### **Encadré 2. Soutien apporté à une intervention humanitaire coordonnée en Iraq**

Le Centre d'information pour les personnes déplacées en Iraq est un service gratuit d'assistance téléphonique qui fournit des informations vitales aux millions de personnes déplacées dans l'ensemble du pays. Il sert à centraliser les ressources humanitaires destinées aux populations touchées et constitue un service commun pour les partenaires humanitaires. Situé à Erbil, il est l'un des projets interorganisations de responsabilité collective les plus importants du système des Nations Unies.

L'Iraq compte 4,1 millions de personnes déplacées et 11 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire. L'année 2016 a été marquée par la persistance de la violence dans la région. Jusqu'à 400 appels en moyenne sont traités chaque jour par la ligne d'assistance téléphonique. L'an passé, 50 750 appels ont été traités, et le Centre a communiqué des informations à 305 524 personnes. Sur le nombre de personnes qui ont appelé, 21 % étaient des femmes.

Des téléphonistes formés donnent aux personnes qui appellent des informations sur l'emplacement de l'aide humanitaire et les moyens d'y accéder, qu'il s'agisse de denrées alimentaires, d'assistance médicale, de protection de l'enfance, d'aide financière ou d'un refuge temporaire. En répercutant, auprès organismes d'aide, l'information sur les besoins urgents des personnes déplacées, le Centre constitue un lien vital qui permet d'améliorer les interventions humanitaires dans le pays. La ligne d'assistance téléphonique est également utilisée pour signaler aux autorités compétentes les cas de violences et d'atteintes sexuelles.

L'UNOPS collabore avec les autorités gouvernementales et les compagnies de téléphone pour assurer des services fiables partout en Iraq. Tous les appels sont gratuits. Les téléphonistes communiquent avec les habitants des 19 gouvernorats et relaient l'information en arabe, en kurde (sorani et badine) et en anglais.

Le projet est exécuté par l'UNOPS pour le compte de ses partenaires, notamment le Fonds humanitaire commun pour l'Iraq, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bureau du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies en Iraq, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

26. Dans le cadre plus large du secours humanitaire au Moyen-Orient, l'UNOPS a construit et remis en état, au nom du Gouvernement japonais, 30 centres de police locales pour le gouvernement régional kurde en Iraq, afin d'aider les agents de police à répondre aux besoins croissants des personnes déplacées, des réfugiés syriens et des populations d'accueil dans l'ensemble de la région du Kurdistan. Des séances de formation à l'intention des agents de police ont également été organisées, en partenariat avec la Division de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, afin d'améliorer les résultats et l'efficacité des agents de police, en mettant l'accent sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes en particulier. En 2016, 60 % des projets soutenus par l'UNOPS ont compris des éléments de participation et de développement des populations locales.

27. Plusieurs projets comportaient des mesures visant à atteindre des objectifs relatifs à la diversité et à l'égalité des sexes. Au Soudan oriental, l'UNOPS a remis en état trois établissements de santé, à Al-Qadarif, Mer Rouge et Kassala, aux fins de l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Financés par l'organisme italien chargé de la coopération au service du développement, les travaux ont été réalisés avec la participation des populations locales pour veiller à ce que les volets concernant l'égalité des sexes, la facilité d'accès des populations locales aux services de santé de base, la création d'emplois et le renforcement des capacités y soient intégrés, de la conception à la construction. Sur l'ensemble des projets appuyés par l'UNOPS, 55 % ont compris des activités liées à la réalisation des objectifs d'égalité entre les sexes et de diversité.

28. En 2016, grâce au concours financier de l'agence suédoise chargée de la coopération internationale au service du développement, l'UNOPS a réalisé des travaux sur plus de 500 kilomètres de route dans le nord de l'Afghanistan, contribuant ainsi à permettre aux populations rurales d'accéder tout au long de l'année aux marchés, aux soins de santé et aux services de base. Le projet a permis que 60 ingénieurs diplômés suivent une formation en conception, construction et entretien de routes, 30 représentants locaux une formation en activités d'exploitation et d'entretien et trente entrepreneuses une formation commerciale. En 2016, le projet a créé au niveau local 52 639 jours de travail pour des hommes et 23 845 jours de travail pour des femmes.

29. Pour appuyer les efforts visant à diversifier et accroître l'accès à l'énergie en Sierra Leone, l'UNOPS a, grâce à un financement du Ministère du développement international du Royaume-Uni, planifié la construction de 90 mini-réseaux électriques à énergie solaire dans les zones rurales du pays. En coopération avec le Ministère de l'énergie, le projet rural d'énergie renouvelable pourra bénéficier à 400 000 personnes, en utilisant l'énergie solaire pour lutter contre la pauvreté énergétique. La disponibilité de l'électricité dans les villages permet de renforcer les capacités des entreprises locales et des femmes dans le cadre de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure des mini-réseaux.

### **Encadré 3. Utilisation de la technologie verte pour réduire la mortalité maternelle en Afrique de l'Est**

Partout en Afrique, des femmes continuent de mourir pendant l'accouchement alors que cela pourrait être évité. Au Kenya, pour chaque tranche de 100 000 naissances, environ 360 femmes meurent - l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde.

En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'UNOPS s'emploie à régler ce problème et à renforcer les services de soins de santé dans tout le pays.

Le projet permettra de créer des centres d'excellence, l'objectif étant de réduire les décès maternels et néonataux dans cinq comtés du Kenya et d'améliorer la qualité et la durabilité de l'infrastructure sanitaire. À l'échelle nationale, l'UNOPS a réalisé l'évaluation de 150 dispensaires et élaboré des plans d'incorporation de technologies vertes visant à moderniser 42 dispensaires au moyen de solutions reposant sur l'énergie solaire conçues pour minimiser l'utilisation de l'électricité et fournir un accès aux services liés à l'utilisation de l'eau.

À la fin de 2016, 98 dispensaires avaient été évalués pour la mise à niveau de l'infrastructure dans le cadre du projet. Deux dispensaires avaient été entièrement remis en état et la construction de cinq autres avait été achevée. L'UNOPS a dispensé des formations à des infirmières, à des cliniciens, à des agents locaux de vulgarisation sanitaire et à des bénévoles. À ce jour, il a contribué à la formation de 4 469 bénévoles locaux et 2 773 agents sanitaires dans le cadre de ce projet.

30. Pour réduire la fraude et renforcer la paix et la sécurité, l'UNOPS soutient des activités de maintien de l'ordre en Somalie en offrant un moyen sûr qui garantit le paiement du traitement des agents de police fédéraux. Dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne, il gère le versement régulier et sûr du traitement de 6 860 agents au maximum. Tous les traitements sont versés directement sur le compte bancaire des agents de police en utilisant les systèmes financiers somaliens, ce qui garantit l'efficacité et la transparence du décaissement des fonds. En 2016, l'UNOPS a fourni 152 jours d'assistance technique dans le cadre d'une formation de soutien à la gestion des finances publiques au Ministère des finances et à la Banque centrale.

31. En Libye, l'UNOPS a soutenu des projets de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'autorité nationale chargée de l'application de la Convention d'interdiction des armes chimiques dans les domaines de la recherche de fournisseurs, des achats et de la fourniture d'équipements liés à la détection, à la protection et à la destruction d'armes chimiques. Ce soutien a permis de réduire la menace que font peser les armes chimiques et contribué aux efforts déployés pour stabiliser la région.

32. Dans la foulée des succès obtenus précédemment, le Gouvernement paraguayen a demandé à l'UNOPS d'apporter son soutien aux petits producteurs de régions parmi les plus pauvres. En 2016, l'UNOPS a contribué à la remise en état de 9 543 hectares de terres agricoles viables par l'achat des semences certifiées, le conditionnement des sols, l'ensemencement mécanique et l'organisation de

formations pour les petits exploitants et les exploitants de fermes familiales en matière de promotion des services dans le cadre d'une coopérative. Depuis 2015, l'UNOPS a contribué à accroître la productivité et les revenus de 6 622 familles vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté dans six départements ruraux du Paraguay.

33. À Sainte-Lucie, grâce au concours financier du Gouvernement mexicain, l'UNOPS construit un système d'approvisionnement en eau comprenant une nouvelle usine de captation et de traitement d'eau douce et met à niveau le réseau local d'adduction d'eau. Ces activités font partie d'un ensemble d'améliorations apportées à l'approvisionnement en eau au niveau local qui bénéficie à quelque 10 000 habitants de la région de Dennery du petit pays insulaire en développement. En 2016, l'UNOPS a mené des consultations visant à éclairer les activités de conception et de construction, et lancé une campagne de sensibilisation de la population.

34. Un projet mis en œuvre par l'UNOPS dans le cadre du Mécanisme de reconstruction de Gaza, accord conclu à titre temporaire entre l'État de Palestine et Israël sous administration de l'ONU, est l'un des éléments clefs des efforts de reconstruction déployés à Gaza. Le projet permet l'entrée dans le territoire des matériaux indispensables à la reconstruction. En 2016, 713 797 tonnes de ciment ont été importées à Gaza dans le cadre de ce mécanisme pour reconstruire des logements et des installations d'envergure telles que des hôpitaux, des écoles et des systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Les matériaux fournis dans le cadre du projet ont permis de construire ou de reconstruire des logements pour environ 16 380 Gazaouis. Les fournisseurs locaux ont participé en se portant volontaires, ce qui a contribué à stimuler l'économie locale en plaçant le secteur privé local au cœur des efforts de reconstruction. En 2016, 44 % des projets soutenus par l'UNOPS ont eu des effets positifs sur l'économie locale.

35. Dans le but d'éradiquer la poliomyélite en Afghanistan, l'UNOPS a conçu et construit un centre d'opération d'urgence de la poliomyélite à Kaboul. La Fondation Bill et Melinda Gates a financé le centre, qui aidera également le Ministère de la santé publique en cas d'urgence sanitaire. Les mesures de durabilité environnementale incluent l'installation sur le toit de panneaux solaires d'une puissance de 35 kilowatts, l'architecture du bâtiment, conçu pour résister aux secousses sismiques, et des mesures supplémentaires visant à réduire les dépenses de fonctionnement.

36. En appuyant huit missions dans l'ensemble de l'Afrique, l'UNOPS a contribué aux activités de consolidation de la paix du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques. Dans le nord du Mali, il a apporté son appui à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation pour renforcer la paix et la sécurité en construisant sept camps destinés aux ex-combattants dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou. Dans le cadre du même projet, il a acheté 1 056 tentes réservées à l'accueil d'ex-combattants et 30 892 articles de secours d'urgence. Le projet a créé 31 500 jours de travail pour les populations locales.

37. Comme suite au succès de la phase initiale, l'UNOPS a continué d'œuvrer à la rénovation de logements dans toute la Colombie, appuyant le processus de paix national en créant de meilleures conditions de vie pour les personnes déplacées après plus d'un demi-siècle de conflit. En 2016, des dispositions ont été prises pour une deuxième phase. La collaboration de l'UNOPS avec le Département national de la prospérité sociale vise à rénover environ 5 750 maisons individuelles dans plus de 60 localités, quelque 28 000 personnes devant en bénéficier.

38. En Tanzanie, l'UNOPS aide le Gouvernement à renforcer la capacité de résistance des zones côtières contre les effets négatifs des changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dans le cadre d'un projet financé par le Fonds pour l'adaptation et le Fonds pour l'environnement mondial, 2 300 mètres de systèmes de drainage sont renforcés, tandis que 2 400 mètres de mur de protection côtière sont remis en état et construits dans les zones côtières de Dar es-Salaam, Pangani et Zanzibar. En 2016, les travaux de construction entrepris sur quatre sites ont permis aux populations des régions de faible altitude et d'implantation sauvage de poursuivre leurs activités agricoles et de participer à des activités génératrices de revenus.

## B. Services de l'appui à la gestion rationnels

39. L'ambition de l'UNOPS est de permettre aux partenaires « de faire plus avec moins » grâce à des services de l'appui à la gestion rationnels, dispensés au niveau local ou sous la forme de services communs à l'échelle mondiale. Les services de l'UNOPS vont de la mise à disposition de ressources humaines et d'activités d'achat et de gestion financière, à l'élargissement de la portée de son cadre juridique pour offrir des arrangements d'appui spécifiques.

40. L'UNOPS gère, pour le compte du Département des affaires politiques, une équipe d'experts en médiation travaillant à temps plein, qui peuvent être rapidement déployés pour prodiguer des conseils techniques aux hauts fonctionnaires de l'ONU et aux partenaires régionaux ou sous régionaux, et mener des activités de médiation et de prévention des conflits. Les membres de l'équipe possèdent des connaissances spécialisées sur les questions qui se posent dans les négociations sur l'élaboration d'une constitution, l'égalité des sexes et l'intégration, les ressources naturelles, le partage des pouvoirs, la mise au point de procédures et les arrangements de sécurité. En 2016, l'équipe a été déployée plus de 100 fois dans quelque 30 contextes différents. Le temps de réaction n'a été que de 16 heures en moyenne à compter du moment de la demande.

### Encadré 4. Regain d'espoir pour les victimes du séisme au Népal

Le 25 avril 2015, un séisme de magnitude 7,8 a frappé le Népal et ravagé certaines régions du pays. Près de 9 000 personnes ont été tuées et plus de 22 000 blessées. Environ un million d'habitations ont été endommagées ou détruites.

En 2016, pour remédier aux retards pris dans la distribution des fonds de secours, le Gouvernement népalais a demandé à l'UNOPS d'effectuer un recensement rapide des victimes pouvant prétendre à une aide financière. Avec le concours financier de la Banque mondiale, l'UNOPS a lancé des appels d'offres, puis recruté et doté de l'équipement nécessaire 2 500 experts en bâtiment dans un délai de 16 jours.

Le fait que certains des villages touchés soient situés dans des zones isolées et montagneuses et le dysfonctionnement des services de transport public consécutif au séisme ont rendu le travail des experts particulièrement difficile. Sous la direction du Bureau central des statistiques, plus de 870 000 habitations de 14 districts ont été expertisées. À ce jour, plus de 600 000 personnes ont reçu la première tranche des fonds nécessaires pour reconstruire leur habitation.

L'UNOPS a fourni un soutien opérationnel à 600 centres d'inscription répartis dans 10 districts et gérés par des fonctionnaires. Plus de 2 100 personnes recrutées localement par l'UNOPS travaillent dans les centres et aident l'Autorité népalaise de reconstruction à distribuer des fonds de secours et à prêter assistance aux victimes du séisme pendant que le Népal poursuit son relèvement.

41. En 2016, l'UNOPS a lancé toute une série d'initiatives d'appui dans les domaines de la santé, de l'innovation humanitaire et des secours. Avec le concours de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de la Fondation Bill et Melinda Gates, il a soutenu le Partenariat Faire reculer le paludisme, qui vise à maîtriser et éliminer le paludisme dans les pays touchés, partout dans le monde. Il a également appuyé l'initiative Renforcer la nutrition, associant divers donateurs, dont l'objectif est de libérer le monde de la faim et de la malnutrition. La plateforme sur les déplacements induits par les catastrophes naturelles, lancée par un groupe d'États et appuyée par l'UNOPS et le Gouvernement allemand, vise à renforcer les efforts de coopération, de coordination et d'intervention déployés pour protéger les personnes déplacées en raison d'une catastrophe. L'UNOPS a également soutenu les travaux du Global Humanitarian Lab, qui réunit les populations touchées, les humanitaires et les partenaires des secteurs public et privé pour régler les problèmes communs et ainsi obtenir de meilleurs résultats. Ces initiatives ont bénéficié de divers services d'appui, notamment en matière de ressources humaines, d'achat, de gestion des subventions, de gestion financière, de services consultatifs et d'activités de mise en œuvre.

42. Au Honduras, en partenariat avec le Ministère de la santé, l'UNOPS a fourni en 2016 une assistance technique pour l'achat de plus de 324 millions de doses de médicaments, dans le seul cadre d'un modèle de services. Selon ce modèle, il gère la procédure de passation des marchés jusqu'à ce que le fournisseur ait été sélectionné, puis passe le relais aux autorités nationales, qui concluent le marché. Grâce aux services rapides et transparents de l'UNOPS, les autorités nationales ont approvisionné plus de 1 310 centres de santé et 30 hôpitaux en fournitures essentielles. L'UNOPS a également fourni, pour le compte de l'Institut hondurien de sécurité sociale, plus de 56 millions de doses de médicaments à 54 établissements de santé.

### **Encadré 5. Soutien apporté à la croissance économique du Pérou**

Les infrastructures de transport telles que les autoroutes, les ponts, les lignes ferroviaires et de métro, les ports et les aéroports soutiennent la croissance économique par divers moyens, notamment en facilitant l'accès aux marchés, en réduisant le temps de transport et en permettant des gains d'efficacité liés à la productivité et la compétitivité.

Au Pérou, l'UNOPS travaille en étroite collaboration avec l'Organismo Supervisor de la Inversión en Infraestructura de Transporte de Uso Público, organe chargé de la supervision des investissements dans les infrastructures de transport public. Depuis 2014, l'UNOPS a dirigé 20 procédures d'appel à la concurrence internationale visant à la conclusion de contrats de supervision des travaux d'infrastructure de transport public pour le compte de l'organe.

En 2016, l'UNOPS a fourni à l'organe 154 jours d'assistance technique, portant spécifiquement sur l'agrandissement et la modernisation du port de Pisco. Ces travaux permettront à l'infrastructure de mieux gérer le fret local et international, d'accueillir des navires de plus grande taille et de soutenir la croissance continue de la demande de services portuaires dans la région. L'agrandissement de l'aéroport international de Lima et la construction d'un nouvel aéroport à Cusco Chincheros et d'un certain nombre de lignes de métro, de routes nationales et de ports maritimes sont également prévus.

À l'issue des procédures d'appel d'offres dirigées par l'UNOPS, l'organe a supervisé l'investissement de plus de 5 milliards de dollars dans des projets d'infrastructure visant à améliorer dans tout le Pérou la qualité, l'accessibilité et la sécurité des infrastructures de transport public.

43. L'UNOPS gère le plus important fonds de développement pour la santé au Myanmar, le Three Millennium Development Goal Fund. Le fonds a une incidence rapide, notable et nationale sur l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile, et sur la lutte contre le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme. En partenariat avec le Gouvernement du Myanmar et d'autres partenaires, il renforce le système national de santé à tous les niveaux. Il vise à améliorer l'accès des populations pauvres et vulnérables à des services de santé de qualité. Les engagements des donateurs du fonds pour 2017 ont dépassé les 283 millions de dollars. En 2016, 675 710 trousseaux de diagnostic médical ont été achetées pour le compte du fonds.

44. L'UNOPS contribue à la reconstruction durable de Gaza en apportant un soutien juridique, financier et technique aux populations locales déplacées en raison des hostilités. Dans le cadre d'une stratégie de reconstruction globale, il fournit, en partenariat avec le Conseil norvégien des réfugiés, des logements durables, des matériaux de construction, des dons en espèces et une assistance technique. Des critères ont été établis en 2016 pour faire de l'aide destinée aux personnes les plus vulnérables une priorité. Le projet, financé par le Gouvernement allemand, contribuera à la construction d'habitations individuelles et familiales et à l'établissement des droits fonciers, l'accent étant mis sur l'autonomisation des femmes en tant que propriétaires de terrains ou de logements.

45. Le centre des ressources humaines de l'UNOPS à Bangkok a recruté plus de 2 360 personnes chargées de participer à des projets exécutés dans plus de 15 pays d'Asie et du Pacifique. Les partenaires d'appui sont notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ONU-Habitat, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Institut mondial de la croissance verte.

### **Encadré 6. Fonds mondial pour l'assainissement et amélioration des normes d'assainissement**

Depuis 2009, le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, y compris le Fonds mondial pour l'assainissement, est placé sous l'égide administrative et juridique de l'UNOPS. Ce Fonds est le premier et seul fonds des Nations Unies dédié à l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène.

Quelque 40 % de la population mondiale (2,4 milliards de personnes) n'a pas accès à un assainissement décent et plus d'un milliard doit déféquer en plein air. Les maladies diarrhéiques, dues en grande partie à la médiocrité des conditions d'assainissement et d'hygiène, sont une cause majeure de malnutrition, de retard de croissance et de mortalité infantile, et tuent près de 600 000 enfants de moins de 5 ans chaque année. Des

installations inadéquates nuisent à l'éducation et à la productivité économique et portent atteinte à la dignité et à la sécurité des femmes et des filles.

Depuis sa création, en 2008, le Fonds mondial pour l'assainissement s'est engagé à verser plus de 112 millions de dollars à des programmes d'assainissement mis en place dans 13 pays en développement. Ces programmes visent notamment à remettre en état le système d'assainissement du Népal comme suite au séisme, et à améliorer l'assainissement au moyen de l'apprentissage en temps réel au Cambodge.

Une équipe spéciale de l'UNOPS aide le secrétariat du Conseil et le Fonds mondial pour l'assainissement en fournissant divers services d'appui, notamment des services de gestion des ressources humaines, des subventions, des achats et des fonds. En 2016, il a géré 16 subventions et soutenu 200 missions pour le compte du Fonds.

46. L'Alliance des villes, autre initiative appuyée par l'UNOPS, a lancé les trois grands projets ci-après en 2016 : un outil permettant de renforcer la résilience des villes aux changements climatiques à l'aide de la planification de scénarios, la définition de cibles et l'élaboration de plans d'action concernant le climat; l'octroi de subventions à l'organisation Local Governments for Sustainability, l'objectif étant de financer la résilience au niveau local; un partenariat avec le World Resources Institute axé sur le renforcement de la résilience des populations urbaines. En 2016, elle a accueilli un nouveau membre, l'Institut international pour l'environnement et le développement, organisme de recherche établi au Royaume-Uni. Un autre exemple d'action internationale coordonnée est le projet de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau et des eaux usées dans les petits États insulaires en développement de l'Atlantique et de l'océan Indien, qui vise à renforcer la participation et les capacités de six pays en matière de gestion de l'eau douce. Cabo Verde, les Comores, les Maldives, Maurice, Sao Tomé-et-Principe et les Seychelles mettent en œuvre une approche intégrée de la gestion des ressources en eau douce, l'objectif à long terme étant de renforcer leur capacité de planifier et de gérer durablement leurs ressources aquatiques et leurs écosystèmes. En 2016, une série de séances de formation ont été organisées aux Comores et à Cabo Verde pour inciter les parties prenantes à protéger leurs ressources en eau vulnérables.

47. En 2016, l'UNOPS a appuyé des activités de lutte antimines, d'aide humanitaire, de stabilisation et de gestion des explosifs, de renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi que le travail de gestion des armes et des munitions du Service de la lutte antimines de l'ONU et des partenaires dans 18 pays et territoires. Il a fourni des services de gestion des ressources humaines et des achats, d'adjudication, de gestion des subventions et d'appui technique et opérationnel, ainsi que des services juridiques et financiers. Pour un montant d'environ 238 millions de dollars, il a aidé son principal partenaire, le Service de la lutte antimines de l'ONU, à obtenir toute une série de résultats, notamment les suivants :

a) En République centrafricaine, plus de 260 235 bénéficiaires ont participé à 6 624 séances de sensibilisation au risque et 828 réunions ont été organisées autour du thème de la réduction de la violence armée. Des séances d'information ont été tenues sur des marchés locaux et dans des lieux de culte, des écoles et des camps de personnes déplacées;

b) En République démocratique du Congo, les solutions d'entreposage des armes et des munitions en lieu sûr ci-après ont été présentées à la police nationale : construction de huit dépôts d'armes et achat de plus de 1 500 coffres, assortis de la formation de 110 agents;

c) À Gaza, 92 évaluations des risques causés par les restes explosifs de guerre couvrant une superficie de 595 287 mètres carrés ont été communiquées aux partenaires de la reconstruction. Dix-neuf sites sur lesquels des bombes aériennes étaient vraisemblablement enfouies ont été neutralisés, et 48 056 personnes ont été sensibilisées au risque;

d) En Iraq, le Gouvernement a bénéficié d'un appui pour stabiliser rapidement les villes nouvellement libérées et déclarées sûres. Des mesures de secours ont été mises en place à Ramadi en mai et à Fallouja en août. Au moins 1,5 million de mètres carrés d'infrastructure essentielle ont été neutralisés dans 122 sites prioritaires à Fallouja, ce qui a contribué au rétablissement de services essentiels tels que l'eau, l'électricité, les écoles et les hôpitaux;

e) En Somalie, quelque 700 restes explosifs de guerre dont l'entreposage dans des abris fortifiés près de Mogadiscio présentait un danger ont été détruits. Ils menaçaient directement la sécurité des habitants de la zone et la possibilité qu'ils soient détournés ou dérobés à des fins terroristes suscitait de sérieuses inquiétudes;

f) Au Soudan du Sud, 59 équipes de déminage ont été déployées et 27 millions de mètres carrés de terres minées ont été neutralisés. Quelque 399 infrastructures, notamment des logements, des marchés et des points d'eau, dont l'utilisation a été jugée sans risque, ont été mises à la disposition des populations et 50 écoles ont été neutralisées afin que les enfants puissent y accéder sans risque;

g) Au Sahara occidental, près de 2 millions de mètres carrés de terres ont été neutralisés, 17 mines antichars, 120 engins non explosés et 335 armes à dispersion ont été détruits et quelque 2 000 personnes ont suivi une formation au danger des mines.

### C. Mobilisation d'un large éventail de ressources

48. Dans sa décision 2016/12, le Conseil d'administration a invité l'UNOPS à « poursuivre ses efforts pour faciliter les partenariats entre les secteurs public et privé dans les domaines de l'investissement axé sur la durabilité et de l'investissement à impact social, en mettant fortement l'accent sur les domaines d'activité prescrits de l'UNOPS, notamment le développement des infrastructures, les achats et la gestion de projets, et, à cet égard, s[est] félicit[é] de l'intention de l'UNOPS de faire des ajustements structurels institutionnels appropriés en vue d'atténuer les risques pour la réputation et les passifs financiers, et en conformité avec les meilleures pratiques et les normes internationales en matière de gouvernance et de transparence ». L'UNOPS a par la suite fait de l'investissement à impact social une nouvelle priorité institutionnelle. L'initiative vise à intensifier les efforts déployés pour mobiliser un large éventail de ressources et répondre aux besoins concernant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2016, l'UNOPS a créé une unité administrative spécialisée dans les investissements qu'il a chargée de diriger les travaux.

49. Dans la décision 2016/12, le Conseil d'administration a pris note de « la bonne santé financière de l'UNOPS et appu[yé] la création d'un fonds de capitaux de démarrage visant à utiliser une partie de la réserve opérationnelle de l'UNOPS afin de verser des contributions ciblées à des projets d'investissement en phase d'amorçage dans les domaines d'activité prescrits de l'UNOPS, en vue de tirer parti des initiatives de transformation à haut impact dans les pays où les Nations Unies [avaie]nt une présence sur le terrain, en collaboration avec des donateurs et des investisseurs qui partag[eai]ent les mêmes points de vue, et en pleine conformité avec les priorités stratégiques des gouvernements concernés et les mesures destinées à assurer la cohérence des organismes des Nations Unies ».

50. En novembre, l'UNOPS a lancé un projet pilote de financement participatif à partir de la nouvelle plateforme dite « Engage ». La première campagne du projet a mis l'accent sur le Centre d'information des personnes déplacées en Iraq, service d'assistance téléphonique qui fournit des informations sur l'aide humanitaire aux Iraquiens déplacés. Le service, qui reçoit environ 400 appels par jour, est mis en place par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires, dont le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, ainsi que le Bureau du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire en Iraq. On trouvera des détails dans l'encadré 2.

51. L'unité administrative chargée des investissements privilégiera les domaines prioritaires que sont le logement abordable, l'énergie renouvelable et l'eau et l'assainissement. À la fin de 2016, l'UNOPS a entamé des discussions préliminaires, qui sont plus ou moins avancées, dans quatre pays (Honduras, Inde, Nigéria et Ukraine), pour mobiliser l'investissement public, privé ou institutionnel et garantir ainsi l'efficacité des interventions.

52. En 2016, un certain nombre d'autres activités menées traditionnellement par l'UNOPS qui comportaient des approches novatrices pour financer le développement ont permis d'enregistrer des progrès sur la voie de la mobilisation d'un large éventail de ressources aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030.

53. Le siège du Parlement grenadien a été détruit par un cyclone en 2004 et des installations temporaires sont utilisées depuis. En 2016, l'UNOPS a fourni au Gouvernement des services spécialisés en infrastructure sous la forme de négociations de contrats et d'un appui à la gestion pour la construction d'un nouveau bâtiment, qui a reçu des fonds des Gouvernements australien, grenadien, mexicain et des Émirats arabes unis, selon des modalités de financement diverses, traditionnelles et non traditionnelles.

54. En Haïti, on a fait appel à l'UNOPS pour des services de gestion, de conception, d'approvisionnement, et de gestion des travaux pour le projet de remise en état du port de Cap-Haïtien, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ce projet s'inscrit dans un vaste accord de partenariat public-privé concernant l'exploitation et la gestion futures du port. Pour ce même projet, l'USAID a demandé à la Société financière internationale de conseiller le Gouvernement, en particulier l'Autorité portuaire nationale.

55. En partenariat avec Ooredoo Myanmar, opérateur privé de téléphonie mobile, l'UNOPS conçoit et construit quelque 17 centres de santé primaire dans tout le pays. En 2016, les sites pouvant accueillir 16 centres ont été évalués, sélectionnés et approuvés par le Ministère de la santé et des sports. Les centres permettront de répondre aux besoins de santé au niveau local, en mettant particulièrement l'accent sur la santé maternelle, néonatale et infantile.

56. En 2016, l'UNOPS a fourni des services d'appui transactionnel au Bureau du Quatuor pour la mise en place du projet d'équipement de Shurook dans l'État de Palestine. Le projet doit aider à répertorier les projets d'infrastructure essentielle commercialement viables dans des secteurs tels que l'énergie renouvelable, l'eau et les déchets et le logement abordable, et à les faire avancer jusqu'à ce qu'ils soient prêts à recevoir un financement d'investisseurs publics, privés et institutionnels.

57. Dans le nord de la Chine, l'UNOPS travaille avec la Zone industrielle pour la sécurité agricole et alimentaire en Asie-Pacifique en vue de moderniser les industries agricoles et alimentaires. Dans le cadre d'un modèle de partenariat public-privé, il a facilité des projets moteurs visant à moderniser l'agriculture et les systèmes de distribution des denrées alimentaires tout en contribuant à la sécurité alimentaire. En 2016, il a fourni 150 jours d'assistance technique pour ce projet.

## **V. Résultats de gestion**

### **A. Projets exécutés et partenariats**

58. En 2016, les projets exécutés par l'UNOPS se sont chiffrés à 1,4 milliard de dollars, soit le même montant qu'en 2015. Ce bon résultat s'explique principalement par la constance et la stabilité de la demande pour ses services de la part de ses divers partenaires.

59. En 2016, 43 % des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte du système des Nations Unies, contre 50 % en 2015. Le principal partenaire de ce système a été le Secrétariat, notamment le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, qui, ensemble, ont compté pour 294 millions de dollars, soit 21 % des dépenses d'exécution (contre 18 % en 2015). Ces projets ont notamment consisté à fournir un appui technique aux activités menées par le Service de la lutte antimines de l'ONU pour promouvoir la paix et la sécurité à l'échelle mondiale. Pour la quatrième année consécutive, les tendances observées au sein des partenaires du système des Nations Unies ont montré une hausse du volume des projets exécutés pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui est passé de 64 millions de dollars en 2015 à 71 millions de dollars en 2016. D'autres partenariats solides visaient notamment à soutenir le PNUE, ONU-Habitat et l'OMS.

60. L'appui apporté directement aux gouvernements, qui a représenté la plus forte augmentation en valeur des projets exécutés, est passé de 294 millions de dollars, soit 22 % de la valeur des projets exécutés en 2015, à 352 millions de dollars, soit 25 % en 2016. Le principal partenariat avec un gouvernement hôte en 2016 a été celui conclu avec le Honduras, suivi de l'Éthiopie, du Pérou, de l'Uruguay et du Mexique respectivement. Le gouvernement donateur ayant le plus contribué au financement des projets auxquels l'UNOPS pouvait être directement associé a été celui des États-Unis. Celui du Royaume-Uni est arrivé en deuxième place, suivi de ceux du Japon, du Canada, de l'Italie, de la Norvège et de la Suède.

61. En 2016, l'UNOPS s'est associé à des institutions financières internationales, notamment la Banque islamique de développement et la Banque interaméricaine de développement, dans l'exécution de projets d'un montant de 51 millions de dollars. La contribution de la Banque mondiale, principal partenaire, a enregistré une légère diminution, passant de 46 millions de dollars en 2015 à 45 millions de dollars en 2016.

62. Les activités menées par l'UNOPS pour le compte de l'Union européenne ont augmenté pour la troisième année consécutive, passant de 51 millions de dollars en 2015 à 57 millions de dollars en 2016. Au Cambodge, le partenariat avec l'Union européenne a notamment consisté à appuyer la réforme électorale

engagée par le Gouvernement en assurant la gestion des achats et des subventions. En Serbie, les partenariats de l'Union européenne ont porté sur une série d'activités comme suite aux fortes pluies et aux inondations.

63. Le partenariat de l'UNOPS avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a connu une autre année record en 2016. À l'échelle mondiale, l'UNOPS a fourni des services pour 113 millions de dollars, contre 106 millions de dollars en 2015, et fait office d'agent local pour le compte du Fonds dans 14 pays.

64. L'UNOPS gère un certain nombre de fonds et programmes communs financés par plusieurs donateurs, dont les plus importants, tels que le Three Millennium Development Goals Fund, se trouvent au Myanmar. D'autres, comme le fonds du Partenariat Halte à la tuberculose, interviennent également à l'échelle mondiale. En 2016, l'UNOPS a fourni des services à hauteur de 68 millions de dollars pour le compte de ces fonds et programmes.

65. En 2016, les principaux pays bénéficiaires de projets ont été le Myanmar, la Somalie, le Mali, le Soudan du Sud et l'Afghanistan, respectivement. En 2015, les principaux pays bénéficiaires étaient le Myanmar, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan du Sud et le Pérou.

66. Les nouveaux accords signés entre l'UNOPS et ses partenaires se sont chiffrés à 2,69 milliards de dollars, contre 1,6 milliard de dollars en 2015, en dépassement de l'objectif annuel; ce sont les partenariats conclus avec des gouvernements d'Amérique latine, en particulier l'Argentine et le Guatemala, qui ont enregistré les augmentations les plus fortes. Les partenariats bilatéraux avec les Gouvernements du Royaume-Uni, de la Suède, du Japon et de la Corée, ont également fait apparaître des hausses non négligeables.

67. L'UNOPS a continué d'étoffer son enquête annuelle, visant à recueillir les observations des partenaires. Dans le cadre d'entretiens en personne et d'enquêtes en ligne, il a demandé à plus de 522 personnes occupant des fonctions de haut niveau (partenaires et personnalités influentes) d'indiquer leurs besoins et de donner leur point de vue à son sujet. L'analyse de l'enquête est toujours en cours, mais des résultats préliminaires tenant compte des réponses de 428 participants indiquent que le niveau de satisfaction globale s'est amélioré (89 %), et que près de 90 % des partenaires anciens et actuels pourraient recommander à d'autres de recourir aux services de l'UNOPS.

## **B. Excellence des processus**

68. À la suite d'une enquête organisée à l'échelle de l'organisation pour évaluer certains aspects de la durabilité concernant les activités de l'UNOPS, l'organisation a produit son premier rapport sur la durabilité conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Le rapport a donné un aperçu de la durabilité des activités de l'UNOPS à l'échelle mondiale et établi une série d'indicateurs permettant de mesurer les contributions futures à la durabilité.

69. En 2016, l'UNOPS a continué d'améliorer son nouveau progiciel de gestion intégrée et d'y apporter des fonctionnalités supplémentaires. Il a notamment déployé des efforts pour faciliter l'établissement d'indicateurs permettant de mesurer l'efficacité des principales procédures opérationnelles, qui peuvent être améliorées au fil du temps.

70. En 2016, l'UNOPS s'est à nouveau vu décerner le certificat de niveau or dans l'analyse des achats responsables faite par le Chartered Institute of Procurement and Supply, ce qui en fait la première organisation du système des Nations Unies et l'une des cinq organisations au monde à avoir reçu cette distinction.

71. La certification ISO 9001 pour les systèmes de l'UNOPS relatifs à la gestion de la qualité a été reconduite et le Bureau a élargi la couverture de sa certification ISO 14001 pour son système de gestion de l'environnement aux projets d'infrastructure menés au Ghana et au Myanmar, en complément des certifications qui existent déjà en Afghanistan, au Guatemala, au Kosovo, dans l'État de Palestine et à Sri Lanka.

72. L'UNOPS a étendu la couverture de ses certifications pour ses systèmes de gestion de la santé et de la sécurité à ses pratiques relatives à l'infrastructure conformément au référentiel international du Royaume-Uni OHSAS 18001 de gestion de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail, norme internationale appliquée en la matière. En plus des certifications existantes au Danemark, à Pristina et à Jérusalem, les activités

menées au Myanmar ont obtenu cette distinction. Ce résultat constitue pour l'UNOPS la base de sa mise en conformité au document CEB/2015/HLCM/7/Rev.2 sur l'adoption de systèmes de sécurité et de santé au travail dans tous les organismes des Nations Unies.

73. En 2016, l'UNOPS a procédé à la révision de ses approches en matière d'exécution de projets, de suivi, d'évaluation et d'apprentissage dans le cadre d'un nouveau dispositif de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de la conformité. Des améliorations ont été apportées, notamment l'adoption d'une approche structurée pour l'évaluation des nouvelles possibilités, qui a été intégrée au nouveau progiciel de gestion. Cette approche permet aux équipes de projet de répertorier les principaux risques et de veiller à ce que des mesures d'atténuation soient en place avant la conclusion d'accord sur d'éventuels projets. L'adoption de cette approche augmente la probabilité de succès dans l'exécution des projets et leur viabilité globale.

74. En Afghanistan, le groupe de travail des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, présidé par le Programme alimentaire mondial (PAM), a demandé à l'UNOPS de diriger l'action menée par l'ONU, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale, en commençant d'élaborer un cadre stratégique national pour la résilience, conforme au cadre de Sendai, plan mondial de réduction des risques de catastrophe. Ces travaux aident le Ministère afghan de la gestion des catastrophes et des affaires humanitaires à s'acquitter de sa fonction consistant à coordonner le renforcement de la résilience dans tout le pays. Au Bangladesh, l'UNOPS contribue au renforcement des capacités de résilience de la Commission de planification et du Ministère de l'administration locale. Ces deux exemples suivent le modèle « Resilience Pathways » (les voies de la résilience) de l'UNOPS. À l'échelle mondiale, l'UNOPS a continué d'assurer la présidence du Programme international de relèvement et d'appuyer les progrès réalisés dans le domaine de la résilience appliqués dans un contexte humanitaire ou de développement.

75. En 2016, l'UNOPS a dirigé les initiatives interorganisations et menées par des organisations non gouvernementales visant à coordonner l'élaboration d'un manuel technique de conception et de planification, l'objectif étant que l'infrastructure des camps de réfugiés et de personnes déplacées respectent les droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la sécurité, la décence et la dignité humaine.

76. L'UNOPS a mis en œuvre la phase initiale d'un système informatisé d'appel d'offres permettant de rationaliser toute une gamme d'activités d'achat, notamment la recherche de fournisseurs, les appels d'offres, la gestion des contrats, l'évaluation, l'examen et la procédure d'attribution.

77. L'UNOPS a poursuivi ses travaux avec l'Université d'Oxford sur les systèmes d'infrastructure nationaux. Les travaux consistent à évaluer et analyser les besoins futurs en matière d'infrastructure, notamment à régler les problèmes liés aux changements climatiques. L'UNOPS offre aux gouvernements le cadre d'une infrastructure fondée sur des données factuelles, afin de les aider à adopter les meilleures pratiques internationales. Outre l'État de Palestine, qui applique le cadre, des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud ou du Moyen-Orient et plusieurs petits États insulaires en développement ont manifesté leur intérêt.

78. À la fin de 2016, le taux global d'application des recommandations d'audit s'élevait à 93 %. Seules deux des recommandations avaient été en suspens pendant plus de 18 mois. Les informations sur les conclusions de l'audit de l'UNOPS réalisé en 2016 sont présentées en détail dans un rapport distinct (DP/OPS/2016/4).

79. Le Bureau de la déontologie de l'UNOPS, entité consultative, impartiale et pragmatique, a examiné 621 dossiers entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016. Un rapport détaillé sur ces questions (DP/OPS/2016/5) a été présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2016.

### **C. Excellence des ressources humaines**

80. À la fin de 2016, 10 978 personnes étaient sous contrat avec l'UNOPS, contre 9 852 en 2015. Des contrats sont gérés pour le compte de divers partenaires en plus de ceux du personnel de l'UNOPS. Une répartition du personnel par catégorie contractuelle est présentée dans le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2. Effectifs par catégorie au 31 décembre 2016**

| Type de contrat           | Fonctionnaires | Vacataires | Total  |
|---------------------------|----------------|------------|--------|
| Personnel de l'UNOPS      | 843*           | 3 222      | 4 065  |
| Personnel des partenaires |                | 6 913      | 6 913  |
| Total                     | 843            | 10 135     | 10 978 |

\* Comprend le personnel accueilli et géré par des partenaires, qui est soumis aux mêmes directives et procédures que le personnel de l'UNOPS.

81. En 2016, l'UNOPS a recruté 618 personnes (251 femmes et 367 hommes). Au 31 décembre 2016, le principal organe directeur de l'UNOPS comptait 17 membres (4 femmes et 13 hommes). Six membres avaient entre 30 et 50 ans et 11 avaient 50 ans ou plus. Les femmes représentent 37 % du personnel de l'UNOPS; une répartition par sexe est présentée dans le tableau 3 ci-dessous.

**Tableau 3. Répartition du personnel de l'UNOPS par sexe au 31 décembre 2016**

| Sexe   | Fonctionnaires | Vacataires recrutés sur le plan local | Vacataires recrutés sur le plan international | Total |
|--------|----------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------|-------|
| Femmes | 308            | 877                                   | 315                                           | 1 500 |
| Hommes | 535            | 1 566                                 | 464                                           | 2 565 |
| Total  | 843            | 2 443                                 | 779                                           | 4 065 |

82. Une enquête auprès du personnel de l'UNOPS a montré des niveaux qui dépassaient les normes internationalement admises pour les organisations les plus performantes. Sur plus de 2 500 réponses, 70 % étaient favorables, indiquant une forte motivation au travail et une intention de rester.

83. En 2016, l'UNOPS a mis en place un référentiel de compétences pour le recrutement et la gestion de la performance, qui offre une approche normalisée et permet aux supérieurs hiérarchiques d'évaluer plus efficacement l'ensemble des connaissances, des compétences et des qualités individuelles.

84. Les contrats de l'UNOPS prévoient de nombreux avantages. Par exemple, tous les membres actifs de l'UNOPS, à l'exception des employés à court terme (contrats de moins de 6 mois), ont droit à un congé parental. En 2016, 55 femmes et 129 hommes ont pris un congé parental. Toutes les femmes dont le congé parental a pris fin en 2016 ont continué d'avoir des contrats de travail.

85. Le taux de renouvellement du personnel de l'UNOPS a été de 29 % en 2016. Une ventilation des données sur le renouvellement du personnel par catégorie d'âge et par sexe est présentée dans le tableau 4 ci-dessous.

**Tableau 4. Taux de renouvellement du personnel de l'UNOPS par catégorie d'âge et par sexe en 2016**

| Catégorie d'âge           | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------|--------|--------|-------|
| 30 ans et moins           | 24 %   | 33 %   | 28 %  |
| Entre 30 et 50 ans        | 23 %   | 32 %   | 29 %  |
| 50 ans et plus            | 24 %   | 34 %   | 32 %  |
| Effectif total de l'UNOPS | 23 %   | 32 %   | 29 %  |

86. En 2016, 18 % des membres du personnel de direction de l'UNOPS en poste dans les pays où il maintient des bureaux physiques étaient des ressortissants du pays d'affectation. Il s'agit là d'une hausse par

rapport aux 15 % enregistrés en 2015. Les membres du personnel de direction font partie des catégories ICSC-11 et supérieures. En 2016, 2 594 fonctionnaires de l'UNOPS étaient en poste dans des lieux d'affectation classés difficiles (lieux classés dans les catégories B à E dans le barème de la Commission de la fonction publique internationale).

87. Plus de 1 950 collègues ont bénéficié des possibilités de formation proposées par l'UNOPS. Sur l'ensemble des participants, 80 % ont jugé les possibilités de formation « extrêmement pertinentes » ou « très pertinentes » pour leur travail. Les femmes comptaient pour 48 % des participants. Pour renforcer les capacités en matière de santé et de sécurité, l'UNOPS a offert une formation dans ces disciplines à 379 membres de son personnel, dont 251 ont obtenu une certification de l'Institut pour la santé et la sécurité au travail. En plus des cours obligatoires sur la sensibilisation à l'égalité des sexes et la prévention du harcèlement, 600 membres du personnel ont bénéficié d'une formation à la gestion de la performance et plus de 500 d'une formation à la lutte contre la corruption.

## **D. Gestion financière**

88. En 2016, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets à hauteur de 1,4 milliard de dollars, le même montant qu'en 2015. Le revenu net tiré des projets s'est établi à 86,7 millions de dollars, contre 87,2 millions de dollars en 2015. Les dépenses de gestion se sont élevées à 67,3 millions de dollars contre 65,4 millions de dollars l'année précédente, soit une hausse de 2,9 %. Ce montant comprend notamment un investissement de 4,2 millions de dollars dans des projets de croissance et d'innovation. Le taux des dépenses de gestion liées aux projets exécutés a légèrement augmenté en 2016, passant de 4,5 % en 2015 à 4,8 % en 2016. Les recettes accessoires ont été de 2,1 millions de dollars, contre 2,4 millions de dollars l'année précédente. Les intérêts créditeurs se sont établis à 13,1 millions de dollars, contre 3,0 millions de dollars en 2015. Il a résulté de tout cela un excédent net des revenus sur les dépenses après provisions, d'un montant de 31,3 millions de dollars, contre 14,3 millions de dollars en 2015. À la clôture de l'exercice 2016, l'UNOPS continuait de maintenir sa réserve opérationnelle au-dessus des prescriptions minimales fixées par le Conseil d'administration.

89. Une réévaluation actuarielle des obligations de l'UNOPS au titre de la cessation de service du personnel qui étaient pleinement financées a indiqué qu'à la fin de 2016, celles-ci étaient supérieures de 6,2 millions de dollars à celles de 2015. Cette augmentation s'est accompagnée d'une perte actuarielle de 2,0 millions de dollars.

90. Les dépenses, les recettes et le solde de la réserve pour l'exercice 2016 sont calculés à titre préliminaire par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.